

REPUBLIQUE FRANCAISE



OBJET : Création du HUB numérique de l'écosystème touristique de la province Sud en Nouvelle-Calédonie.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS
(CCAP)**

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	5
1.1 – OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 – LOTS	5
1.3 – TRANCHES	5
1.4 – OPTIONS	5
1.5 – FORME PARTICULIERE DU MARCHÉ	5
1.6 – FORME DES DELAIS – DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 – PARTIES PRENANTES	6
2.1 – ACHETEUR PUBLIC	6
2.2 – TITULAIRE	6
2.3 - COMMUNICATION	8
2.4 – AUTRES INTERVENANTS DANS L’EXECUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
3.1 – PIECES PARTICULIERES	9
3.2 – PIECES GENERALES	9
ARTICLE 4 - MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	10
4.1 – DEMARRAGE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ	10
4.2 – DEMANDE DE PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	10
ARTICLE 5 - DELAIS, PENALITES	10
5.1 - DELAIS D’EXECUTION	10
5.2 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	10
5.3 – PENALITES	11
ARTICLE 6 - VERIFICATIONS, ADMISSION, REFACTION	12
6.1 VERIFICATIONS	12
6.2 ADMISSION :	14
6.3 AJOURNEMENT :	15
6.4 REFACTION :	15
6.5 REJET :	15
ARTICLE 7 – CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	15
7.1 – CONTENU DES PRIX	15
7.2 – CARACTERE DES PRIX	17
ARTICLE 8 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX – APPROVISIONNEMENTS - AVANCES – AUTO-LIQUIDATION TGC	17
8.1 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT	17
CCAP marché de services	2

8.2 – VARIATION DES PRIX (investissement en prix ferme et fonctionnement en prix révisable)	18
8.3 – ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	19
8.4 – AVANCES	19
8.5 – AUTO-LIQUIDATION DE LA TGC	19
ARTICLE 9 – PRESENTATION DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT	20
9.1 – FORME DES DOCUMENTS DE PAIEMENT	20
9.2 – ENVOI DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT	21
9.3 – INTERVENTION D’UN PRESTATAIRE CONDITIONNANT LE PAIEMENT DES SOMMES DUES	21
9.4 – DELAI DE MANDATEMENT	21
ARTICLE 10 - DELAI DE GARANTIE, GARANTIES FINANCIERES, SURETÉS, ASSURANCES, REPARATION DES DOMMAGES	22
10.1 – DELAI DE GARANTIE	22
10.2 - GARANTIES FINANCIERES (« SÛRETÉS »)	22
10.3 – ASSURANCES	23
10.4 – REPARATION DES DOMMAGES	23
ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES	23
11.1 – MISE EN REGIE	23
11.2 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	24
11.3 - RESILIATION	25
11.4 - Décompte de résiliation	25
ARTICLE 12 – UTILISATION DES RESULTATS	26
12.1 Dispositions générales	27
12.2 Cession des droits sur les résultats	27
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE	30
ARTICLE 14–PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	31
14.1 TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR LE TITULAIRE	31
14.2 SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES TRAITEMENTS	32
14.3 SOUS-TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	33
14.4 TRANSFERTS DE DONNEES EN DEHORS DE L’UNION EUROPEENNE	33
14.5 NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES PERSONNELLES	34
14.6 DROITS DES PERSONNES CONCERNEES	35
14.7 ANALYSES D’IMPACT SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	35
14.8 CONSERVATION ET SUPPRESSION DES DONNEES PERSONNELLES	35
14.9 REGISTRE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT.	36
14.10 CONTROLE ET AUDIT	36
14.11 RELATIONS AVEC LES AUTORITES DE CONTROLE.	37

ARTICLE 15 – MAINTENANCE, TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE ET INFOGÉRANCE	37
ARTICLE 16 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	37
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	37

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : Création du HUB numérique de l'écosystème touristique de la province Sud en Nouvelle-Calédonie (ci-après « HUB numérique ») dont les caractéristiques et fonctionnalités sont précisées dans le CCTP applicable au présent marché.

1.2 – LOTS

Les prestations objet du marché sont scindées en plusieurs lots distincts donnant lieu chacun à un marché séparé, précisés dans la liste suivante :

- Lot 1 #DISTRI : Solution de commercialisation
- Lot 2 #WEB: Refonte du site web sudtourisme.nc
- Lot 3 #CRM : Solution de gestion de la relation client

Le présent marché ne concerne que le ou les lots attribués au titulaire du marché, tel que le précise l'acheteur public à l'endroit de sa signature pour acceptation de l'offre à la fin de l'acte d'engagement.

1.3 – TRANCHES

Sans objet.

1.4 – OPTIONS

Les options présentées comme telles dans le marché pourront être commandées, sans nécessité de passation d'un avenant.

Dans l'ensemble des clauses relatives à l'exécution du marché, l'expression « montant du marché » inclut, entre autres, le montant des options affermies et commandées.

1.5 – FORME PARTICULIERE DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché public classique à prix forfaitaire.

1.6 – FORME DES DELAIS – DUREE DU MARCHÉ

Les délais du marché sont calendaires (incluant samedi, dimanche et jours fériés).

Les délais de réalisation de la phase investissement sont ceux fixés dans le planning remis par le titulaire dans son offre.

A compter de l'admission du HUB Touristique dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, la durée de la période de fonctionnement (maintenance) est d'une année renouvelable trois fois sur tacite reconduction, sauf dénonciation par l'acheteur 4 mois avant la date anniversaire.

ARTICLE 2 – PARTIES PRENANTES

2.1 – ACHETEUR PUBLIC

2.1.1 – Acheteur public

L'acheteur public cité à l'acte d'engagement est l'organisme qui passe le marché avec le titulaire pour satisfaire ses besoins.

2.1.2 – Directeur du financement

Le directeur du financement est le gestionnaire des crédits budgétaires afférents à ce marché.

Il est cité à l'acte d'engagement comme la personne chargée de délivrer les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

Le marché étant lié à de l'investissement, le directeur du financement est aussi appelé « directeur d'investissement ».

2.1.3 – Personne responsable du marché, référent du marché

La personne responsable du marché, citée à l'acte d'engagement, reçoit délégation du représentant de l'acheteur public pour l'exécution du marché.

Elle signe les commandes, décisions, ordres de service et autres communications à destination du titulaire.

La personne responsable du marché peut désigner par écrit un « référent du marché » qui le représente pour l'exécution du présent marché.

La personne responsable du marché peut modifier par écrit la désignation du « référent du marché » pendant l'exécution du marché.

2.1.4 – Référent interne

La personne responsable du marché peut désigner par écrit un « référent interne » sur site qui est sollicité pour signer les bons d'intervention, de livraison, assister à la réception et signer les procès-verbaux de toute nature.

La personne responsable du marché peut modifier par écrit la désignation du « référent interne » pendant l'exécution du marché.

2.2 – TITULAIRE

2.2.1 – Considérations générales

Le titulaire est l'opérateur économique avec qui l'acheteur public passe le marché. Il est le responsable de l'exécution du marché.

Il se tient en capacité de délivrer l'ensemble des prestations, soit par lui-même, soit par des sous-traitants sous sa responsabilité.

Pour chaque activité, il doit être titulaire des éventuels agréments et autorisations délivrés par les autorités dans le domaine considéré.

Le titulaire du présent marché se reconnaît être tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets ou toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de la personne responsable du marché.

Le représentant du titulaire, qui sera le responsable du suivi et de la bonne coordination de l'exécution du marché, est mentionné dans l'acte d'engagement ou à défaut est désigné par le titulaire dès notification du marché.

Il est qualifié pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel, assister aux réunions, etc...

D'autres personnes physiques peuvent être désignées par écrit par le titulaire pour le représenter en cours d'exécution du marché.

En cas de groupement, le « titulaire » désigne l'ensemble des membres du groupement, le représentant du titulaire étant le mandataire du groupement.

2.2.2 – Groupement

Le titulaire d'un lot peut être un groupement au sens de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics et du Guide des marchés publics de Nouvelle-Calédonie.

L'acheteur n'impose pas de forme juridique particulière aux groupements qui peuvent être conjoints ou solidaires. En revanche, dans le cas où le groupement serait conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres du groupement.

2.2.3 – Sous-traitance

2.2.3.1 – Obligations préalables

Le titulaire d'un marché public peut confier une partie de l'exécution du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur public leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, sous forme d'avenant ou d'acte spécial de sous-traitance.

A cette fin, le titulaire remet à l'acheteur public une déclaration spéciale contenant les renseignements nécessaires, accompagnée des documents relatifs au nantissement, des attestations de régularité et des justificatifs de capacité, conformément aux articles 3 et 76-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

Voir annexe 1 au CCAP : modèle de déclaration spéciale.

Le titulaire doit présenter sa demande suffisamment à l'avance pour tenir compte du délai maximal d'agrément prévu à l'article 3 de ladite délibération, et des opérations préparatoires nécessaires à l'intervention du sous-traitant.

Aucune prolongation de délai ne sera accordée pour compenser un manque d'anticipation.

2.2.3.2 - Responsabilités

En tout état de cause, le titulaire reste toujours responsable des prestations de son sous-traitant

Le titulaire peut ensuite se retourner vers son sous-traitant pour l'appeler en responsabilité.

2.2.3.3 – Obligation d'information

La personne responsable du marché peut à tout moment demander au titulaire de fournir le contrat de sous-traitance pour vérifier la teneur des conditions de sous-traitance.

Le titulaire devra le lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

2.2.4 – Sous-traitance de second rang

2.2.4.1 – Obligations préalables

Le sous-traitant du titulaire d'un marché public (appelé sous-traitant de 1^{er} rang) peut confier une partie de l'exécution du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur public leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, sous forme d'avenant ou d'acte spécial de sous-traitance.

A cette fin, le sous-traitant de 1^{er} rang remet à l'acheteur public une déclaration spéciale contenant les renseignements nécessaires, accompagnée des documents relatifs au nantissement, des attestations de régularité et des justificatifs de capacité, conformément aux articles 3 et 76-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

Voir annexe 2 au CCAP : modèle de déclaration spéciale pour la sous-traitance de second rang.

Le sous-traitant de 1^{er} rang doit présenter sa demande suffisamment à l'avance pour tenir compte du délai maximal d'agrément prévu à l'article 3 de ladite délibération, et des opérations préparatoires nécessaires à l'intervention du sous-traitant de 2^e rang.

Aucune prolongation de délai ne sera accordée au titre du marché pour compenser un manque d'anticipation.

2.2.4.2 - Responsabilités

En tout état de cause, le titulaire reste toujours responsable des prestations des sous-traitants de rang 1 ou de rang 2.

Il peut ensuite se retourner vers son sous-traitant de rang 1 pour l'appeler en responsabilité, le sous-traitant de rang 1 appelant à son tour en responsabilité le sous-traitant de rang 2.

2.2.4.3 – Obligation d'information

La personne responsable du marché peut à tout moment demander au sous-traitant de rang 1 de fournir le contrat de sous-traitance, ou les justificatifs de caution, pour vérifier la teneur des conditions de sous-traitance de rang 2.

Le sous-traitant de rang 1 devra les lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

2.3 - COMMUNICATION

Par dérogation à l'article 2.5 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement. La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

2.4 – AUTRES INTERVENANTS DANS L'EXECUTION DU MARCHÉ

2.4.1 – Conduite d'opération (ou assistant à maîtrise d'ouvrage)

Sans objet.

2.4.2 – Autres contrats ou marchés concomitants pouvant avoir un impact sur l'exécution du marché

Les lots #DISTRI, #WEB et # CRM doivent être interconnectés afin d'assurer un échange de données input et output, en symbiose et temps réel. Il conviendra de se référer au point 2.1.2 du cahier de charges fonctionnels (CCTP) sur cette partie.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante où elles sont citées ci-après.

Les exemplaires conservés par l'acheteur font seule foi en cas de litige.

Toute réserve ou clause limitative de responsabilité intégrée dans l'offre du titulaire est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG FCS, prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

3.1 – PIECES PARTICULIERES

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des charges fonctionnels (CCTP) et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire du prestataire (DPGF du prestataire) ;
- le planning détaillé proposé par le candidat, ne dépassant pas 9 mois pour la partie investissement.

3.2 – PIECES GENERALES

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de **fournitures courantes** et de **services** passés en application de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics, annexé à la délibération n° 64/CP du 10 mai 1989 modifiée – téléchargeable sur <https://juridoc.gouv.nc>, sous réserve des dérogations apportées par le présent CCAP ;
- les normes et textes à caractère technique applicables en Nouvelle-Calédonie, disponibles par : <https://rcnc.gouv.nc/normes-et-materiaux/liste-des-normes-afnor-applicables-en-nc>.

Ces pièces générales, non jointes, sont celles en vigueur au mois Mo.

ARTICLE 4 - MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

4.1 – DEMARRAGE DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Voir article 5 de l’acte d’engagement.

4.2 – DEMANDE DE PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Sauf en cas d’urgence, le référent du marché consulte le titulaire en lui précisant les caractéristiques des prestations supplémentaires à fournir et l’invite à présenter une proposition de prix dans un délai minimal de 7 jours.

Après fourniture de cette proposition, ou en l’absence de proposition dans le délai imparti, ou encore en cas d’urgence, la personne responsable du marché notifie au titulaire un ordre de service pour l’exécution des prestations supplémentaires avec un prix provisoire qu’il définit lui-même.

En cas de désaccord avec le prix provisoire, le titulaire ne peut se soustraire à l’exécution des prestations, mais il peut émettre des observations écrites avec toutes les justifications utiles concernant le prix qu’il propose, dans le délai d’un mois après notification de cet ordre de service, sous peine de forclusion. En cas de silence du titulaire sous ce même délai d’un mois, le prix provisoire est accepté.

Lorsque les prix sont arrêtés entre les parties, ils font l’objet d’un avenant signé des deux parties.

Dans l’attente de cet avenant :

- les prix provisoires sont appliqués aux demandes de paiement, sans que les demandes de paiement totales ne puissent excéder le montant contractuel (marché initial ou dernier avenant) ;
- il est fait application des dispositions des articles 75 et 76 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

ARTICLE 5 - DELAIS, PENALITES

5.1 - DELAIS D’EXECUTION

Voir article 5 de l’acte d’engagement.

Si après application du délai contractuel applicable, la date de fin dudit délai tombe sur un jour férié, chômé ou de week-end, le délai est prolongé jusqu’à la fin du premier jour ouvrable suivant.

5.2 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS

L’acheteur peut accorder au titulaire une prolongation des délais d’exécution, lorsqu’une cause n’engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l’exécution de la prestation dans les délais contractuels. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l’impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d’un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l’application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel. Cette prolongation des délais prendra la forme d’une décision de prolongation de la part de l’acheteur.

Par dérogation à l’article 10.3 du CCAG FCS, pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit, par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, informer l’acheteur des causes faisant obstacle à l’exécution de la mission objet du bon de commande dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose pour cela d’un délai de 10 (dix) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique, par la même demande, à l’acheteur la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût des prestations.

L'acheteur notifie par tout moyen au titulaire sa décision dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Sans réponse de l'acheteur dans le délai de 15 jours, la demande de prolongation du titulaire est considérée comme rejetée.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

A chaque prolongation des délais, le motif de prolongation et le nombre de jours calendaires, ouvrés ou ouvrables doit être précisé, ainsi que la nouvelle date de fin contractuelle des délais d'exécution.

Si cette nouvelle date de fin tombe sur un jour férié, chômé ou de week-end, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable suivant.

Toute éventuelle prolongation de délai suivante doit repartir de cette nouvelle date de fin contractuelle.

Si ces précisions n'ont pas été apportées lors des prolongations de délai successives, les principes ci-dessus sont appliqués à chaque prolongation séparément et dans l'ordre, pour arriver à la dernière date de fin contractuelle des délais d'exécution.

5.3 – PENALITES

Les pénalités ne sont pas soumises à TGC.

5.3.1 – Retard d'exécution des prestations et plafonnement – partie investissement (mise en production de la plateforme)

Par dérogation à l'article 11 du CCAG FCS, en cas de retard d'exécution des prestations par rapport au délai d'exécution prescrit, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

20 000 F par jour calendaire de retard.

Pour l'application du présent article en cas de marché précisant les délais propres à des prestations, ou des options, le délai d'exécution est le délai propre à la prestation, ou l'option considérée et le montant du marché est celui qui est propre à cette prestation, ou cette option.

5.3.2 – Délais particuliers

En complément de l'article 11 du CCAG FCS, le présent CCAP fixe une liste des délais particuliers et pénalités associées à appliquer sans mise en demeure préalable :

- absence à une réunion à laquelle a été convoqué le titulaire : 10. 000 F ;

Délais particuliers relatifs à la maintenance :

Si les délais de prise en compte et de résolution partielle et de résolution totale des incidents, prévus dans le cahier des charges fonctionnels (CCTP), ne sont pas respectés, les pénalités suivantes s'appliquent :

- Pour les incidents mineurs : 10 000F / jour calendaire de retard
- Pour les incidents importants : 20.000F/heure calendaire de retard
- Pour les incidents critiques : 20.000F/heure calendaire de retard

La qualification des incidents et leurs niveaux de prise en compte sont accessibles dans le cahier des charges fonctionnels (CCTP) au point 2.4.

Si l'incident critique n'est pas résolu dans les 10 jours le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché au tort du titulaire.

5.3.3 – Modalités en cas de groupement

En cas de groupement solidaire sans répartition de montant entre les cotraitants, c'est le mandataire, en tant que chargé de la coordination du groupement, qui assume toutes les pénalités applicables au titre du marché sur les sommes qui lui sont dues.

En cas de groupement solidaire avec répartition de montant entre les cotraitants, les pénalités sont réparties sur l'ensemble des membres du groupement, au prorata des sommes qui leur sont dues, sauf si le mandataire indique une répartition différente. En cas de difficulté liée aux arrondis, la part applicable au mandataire est déterminée en soustrayant des pénalités applicables au groupement, la part applicable à chaque cotraitant non mandataire.

En cas de groupement conjoint, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité de l'acheteur public à l'égard des autres cotraitants.

ARTICLE 6 - VERIFICATIONS, ADMISSION, REFACTION

6.1 VERIFICATIONS

Le point de départ du délai pour les opérations de vérifications :

- pour les vérifications effectuées dans les établissements du titulaire, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.
- Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG FCS, pour les vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur, le point de départ du délai est la date de notification, par le titulaire, du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Ce délai est de vingt-six (26) jours par dérogation à l'article 20.3 du CCAG FCS.

Les prestations de service sont réputées conformes au CCTP après vérification et acceptation par la personne responsable du marché, soit de manière expresse dans le délai de vérification ci-dessus, soit de manière tacite après expiration dudit délai.

Le prestataire est à tout moment tenu de laisser le libre accès pour effectuer les constats et de mettre à disposition les documents nécessaires pour ces opérations de vérification.

Lorsqu'il est envisagé de prendre une décision de rejet ou de refaction, le délai de vérification ci-dessus est suspendu à compter de la notification de la convocation du titulaire pour être entendu, jusqu'à la date effective incluse de son entretien avec le référent du marché.

6.1.1 Définitions des vérifications

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives ainsi définies comme :

- **Vérifications quantitatives :**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

- **Vérifications qualitatives :**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG FCS, les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérifications qualitatives ont également pour objet de contrôler les conformités à la politique de sécurité. L'acheteur apprécie l'enjeu de la non-conformité à la politique de sécurité eu égard à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes et les conséquences prévisibles si la non-conformité persiste. En fonction de cette analyse, ces non-conformités peuvent avoir pour conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

Pour les matériels et les logiciels, l'acheteur vérifie que les prestations sont conformes aux stipulations du marché et aux bancs d'essais lorsque l'acheteur a choisi d'y recourir.

6.1.2 – Déroulement des vérifications

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes :

- la vérification d'aptitude ;
- la vérification de service régulier.

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais. L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées ci-après. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le CCTP.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées ci-après.

6.1.3 Décisions après vérifications

A l'issue des vérifications quantitatives :

A l'issue des vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, sous 15 jours :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des vérification qualitatives :

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG FCS, à l'issue de la vérification d'aptitude, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de trente jours à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet.

A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de 7 jours mentionné à l'alinéa 2 du présent article, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

6.2 ADMISSION :

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du présent marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai de 7 jours mentionné au précédent article.

6.3 AJOURNEMENT :

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de 10 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions ci-dessous, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai de 15 jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

6.4 REFACTION :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 10 jours suivant la décision de d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

6.5 REJET :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du présent marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Si après une deuxième exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur estime que les prestations ne sont toujours pas conformes, il pourra décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 7 – CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

7.1 – CONTENU DES PRIX

7.1.1 – Dispositions générales

Le titulaire reconnaît :

- S'être assuré des conditions générales d'exécution et de réception des prestations notamment du point de vue légal et administratif. Toute carence, erreur ou omission du titulaire dans l'obtention de ces renseignements ne pourra qu'engager sa responsabilité totale et entière et demeurera à sa charge.
- Avoir inclus dans les prix établis sous son entière responsabilité, toutes sujétions inhérentes à l'appréciation de la nature de l'exécution des prestations.
- Avoir établi sous sa responsabilité les prix du présent marché, qui ne pourront en aucun cas être remis en cause, ni faire l'objet de modifications ou réclamations de quelque nature que ce soit.

Les prix du marché sont réputés inclure notamment, en sus des charges de personnel et de fonctionnement du titulaire :

- tout déplacement et sujétions d'hébergement sur place nécessaires à l'exécution du marché ;
- les frais de coordination et de pilotage des éventuels sous-traitants, ainsi que les frais afférents à leur éventuel remplacement ;
- s'il est mandataire d'un groupement, tous les frais afférents à son rôle de mandataire (coordination ou solidarité) ;
- les taxes en vigueur et applicables aux prestations et au titulaire * ;
- ses marges pour risques et bénéfices.

* Dans le cas d'une erreur de taxe commise par le titulaire lors de la remise de son offre, les prix hors taxes sont rectifiés pour intégrer la taxe correcte, sans pouvoir modifier le prix du marché avec taxes, afin de ne pas remettre en cause la mise en concurrence ayant donné lieu à la passation du marché. Cette rectification a également lieu en cas de changement de statut du titulaire (franchisé à la passation du marché, non franchisé lors de l'exécution du marché).

7.1.2 – Exonération de taxes

Sans objet.

7.1.3 – Sujétions liées aux intempéries

Sans objet.

7.1.4 – Exécution simultanée ou imbriquée de prestations effectuées par d'autres prestataires

Les prix sont établis en considérant que le titulaire tient compte des sujétions relatives aux prestations exécutées simultanément ou de manière imbriquée par d'autres prestataires, dans la limite des données incluses dans le présent marché ou communiquées par l'acheteur public.

Dès qu'une information lui est communiquée à ce sujet, il lui appartient de se mettre en rapport avec ces prestataires pour garantir une bonne exécution de ses propres prestations.

Dès qu'un incident relatif aux prestations effectuées par d'autres prestataires a un impact sur ses propres prestations, en termes de coût ou de délai, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur public dans le délai de 10 jours suivant la survenue de l'incident, sous peine de forclusion.

7.1.5 – Sujétions exclues des prix du marché

Sans objet.

7.1.6 – Fourniture de sous-détails de prix

La personne responsable du marché peut à tout moment demander au titulaire de fournir le sous-détail d'un prix unitaire ou forfaitaire, comprenant notamment :

- les quantités et le prix d'unité de chaque nature de matière, matériau ou composant ;

- les quantités d'œuvre ou d'heures et le prix de la main d'œuvre correspondante ;
- les marges relatives aux frais généraux et leur décomposition ;
- les marges relatives aux risques et bénéfices.

Le titulaire devra le lui fournir dans le délai imparti qui sera au minimum de 7 jours à compter de la notification de la demande.

Ces éléments serviront notamment pour la fixation de prix nouveaux pour les prestations non prévues dans le marché et qui viendraient à devenir nécessaires à l'objet du marché.

7.2 – CARACTERE DES PRIX

7.2.1 – Prestations réglées au forfait

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire précisé à l'acte d'engagement.

7.2.2 – Prestations réglées sur prix unitaires

Sans objet.

7.2.3 – Caractère provisoire ou définitif

Les prix du marché sont des prix définitifs à l'exception des prestations supplémentaires (cf. article 4.2 du présent CCAP)

7.2.4 – Variation des prix

Les prix du marché sont :

Fermes pour la partie qui concerne l'investissement nécessaire à la bonne mise en service du HUB numérique.

Conformément à l'article 9 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019, ces prix fermes sont actualisables lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire est réputé avoir fixé son prix et la date de début d'exécution des prestations.

Dans ce cas, l'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Révisables pour la partie fonctionnement du HUB numérique à l'issue de la mise en service de celui-ci.

La révision du prix se fait suivant une périodicité au plus annuelle indiquée au marché – cf. article 8.2.2 ci-après.

ARTICLE 8 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT – VARIATION DES PRIX – APPROVISIONNEMENTS - AVANCES – AUTO-LIQUIDATION TGC

8.1 – DÉTERMINATION DU PRIX DE RÈGLEMENT

8.1.1 – Prix de base

Le montant à régler en prix de base est déterminé comme suit :

Pour les prestations à prix forfaitaires, en effectuant une appréciation de l'avancement d'exécution, soit par application d'un pourcentage à ces prix forfaitaires, soit par indication de la valeur estimée des prestations exécutées.

Si le titulaire et le référent du marché conviennent d'utiliser un pourcentage pour apprécier l'avancement d'exécution, il est arrondi au % et le montant calculé par application de ce pourcentage au forfait est lui-même arrondi à l'entier le plus proche.

8.1.2 – Modalités de règlement

8.1.2.1 – Décomptes et acomptes

Sans objet.

8.1.2.2 – Factures

Le règlement est effectué sur la base d'une facture dont les éléments sont précisés dans l'article 9 ci-après.

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG FCS, la demande de paiement est adressée à l'acheteur après la décision d'admission.

La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations exécutées.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de 45 jours courant à compter de l'admission des prestations, l'acheteur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

En cas de groupement, des états annexes de calcul joints détaillent la part à payer à chaque cotraitant, la part à payer au mandataire étant égale à la différence entre le montant global et la somme des parts à payer à chaque cotraitant.

En cas de sous-traitance, des états annexes de calcul joints détaillent la part à payer à chaque sous-traitant, la part à payer au titulaire étant égale à la différence entre le montant global et la somme des parts à payer à chaque sous-traitant.

La dernière facture prenant en compte l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché ainsi que les variations de prix définitives, signée par la personne responsable du marché et notifiée au titulaire, est réputée former paiement définitif à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter de cette notification si le titulaire n'a pas signalé par écrit son désaccord sur un élément de ce décompte et fourni en même temps les justifications relatives aux réclamations correspondant à ce désaccord.

8.2 – VARIATION DES PRIX (investissement en prix ferme et fonctionnement en prix révisable)

8.2.1 – Actualisation des prix fermes – lorsque la durée d'exécution est inférieure à 6 mois

Sans objet.

8.2.2 – Révision des prix – lorsque la durée d'exécution est supérieure ou égale à 6 mois

La date d'établissement des prix est réputée être le dernier jour du mois Mo d'établissement des prix précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement

Les prix sont révisés suivant une période P de : 6 mois à partir du mois de notification du marché Mc.

P est obligatoirement inférieur ou égal à la durée de ce marché, sans pouvoir être supérieure à 6 mois.

Pendant la première période à compter du mois Mc, les prix ne sont pas révisés.

A chaque nouvelle période suivante, les prix sont révisés comme suit pour toute prestation exécutée pendant dans ladite période.

$$Pr = Po \times Ir / Io$$

Avec :

- Pr : prix révisé, à utiliser dans tous les documents de paiement
- Po : prix initial
- Ir : valeur de l'indice de référence au 5^e mois précédant la nouvelle période concernée, afin de disposer des indices officiels définitifs.
- Io : valeur de l'indice de référence au mois Mo

Le coefficient Ir / Io est tronqué à la 4^e décimale, puis arrondi au millième supérieur.

Une annexe de calcul jointe au document de paiement justifie les prix unitaires révisés.

Si un avenant contractualise la mise à jour des prix par révision pour la période en cours, cette annexe n'a plus à être jointe aux demandes de paiement.

8.2.3 – Indice de référence

Pour l'application des formules d'actualisation ou de révision des prix ci-dessus, l'indice de référence est l'indice conjoncturel « Équipement informatique, matériel de traitement de l'information » de l'indice des prix à la consommation (IPC) publié par l'ISEE Nouvelle-Calédonie ;

8.2.4 – Actualisation ou révision provisoire

Conformément à l'article 63 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 :

- Lorsque le marché comporte une clause de révision des prix, la révision du prix initial doit être opérée sur le montant de chaque acompte lorsque les paramètres définitifs de révision sont connus, puis en fin de marché, sur le montant du paiement pour solde.
- Le titulaire d'un marché peut obtenir sur sa demande écrite que l'ensemble des clauses de variation de prix ne soit appliqué que sur le dernier paiement du marché.

En conséquence, il n'est pratiqué aucune actualisation ni révision des prix provisoire.

8.3 – ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS

Sans objet.

8.4 – AVANCES

8.4.1 – Avances prévues par le marché

Sans objet. Aucune avance ne sera versée au titre du présent marché.

8.4.2 – Conditions d'accès aux avances prévues par le marché

Sans objet.

8.4.3 – Remboursement des avances

Sans objet.

8.5 – AUTO-LIQUIDATION DE LA TGC

Dans le cas d'un titulaire résidant hors du territoire de la Nouvelle-Calédonie, l'acheteur public procédera à l'auto-liquidation de la TGC applicable en faveur de la Direction des services fiscaux de la Nouvelle-Calédonie.

ARTICLE 9 – PRESENTATION DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT

9.1 – FORME DES DOCUMENTS DE PAIEMENT

9.1.1 – Mentions obligatoires sur les factures

Les mentions minimales suivantes doivent apparaître sur les factures / situations :

- a) Le numéro et la date d'émission de la facture,
- b) Le nom ou la raison sociale du créancier, ainsi que son adresse physique,
- c) Le nom et l'adresse du prestataire, y compris son **adresse email**,
- d) Le numéro de RIDET/SIRET (10 chiffres),
- e) La référence d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers pour les sociétés,
- f) La domiciliation bancaire et le RIB (23 chiffres),
- g) La désignation de la collectivité débitrice (nom, adresse, direction ou service),
- h) Le numéro et la date de notification du marché.

9.1.2 – Décomptes et états d'acompte

Sans objet.

9.1.3 – Factures

Les factures correspondant aux prestations commandées et exécutées dans le cadre de l'investissement jusqu'à mise en service sont présentées :

- 50% lorsque l'avancement des travaux se situe à 50% de l'exécution totale du marché
- 50% à la mise en service à l'issue de la phase d'essai du HUB numérique, après admission des prestations conformément à l'article 6 du présent CCAP.

Les factures correspondant aux prestations commandées et exécutées dans le cadre du fonctionnement à l'issue de la mise en service sont présentées à la convenance du titulaire de manière mensuelle ou annuelle en fonction du lot.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement prévues par le présent CCAP.

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 6.4 ;
- la décomposition des prix forfaitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Conformément à l'article 8.2 CCAG FCS, la personne responsable du marché accepte ou rectifie le décompte, la facture ou le mémoire. Elle le complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne responsable du marché. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que la personne responsable du marché devra faire régler à ce sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et de solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

La facture permet de certifier le service fait par le référent interne, à défaut le référent du marché.

9.2 – ENVOI DES DOCUMENTS DE DEMANDE DE PAIEMENT

Les documents de demande de paiement seront envoyés par voie électronique aux adresses emails suivantes :

romain.tesson@sudtourisme.nc

alexandra.gambino@sudtourisme.nc

Copie sera faite par courrier électronique au référent du marché.

Le référent du marché pourra notifier au prestataire par écrit, sans avenant, des modalités d'envoi différentes.

9.3 – INTERVENTION D'UN PRESTATAIRE CONDITIONNANT LE PAIEMENT DES SOMMES DUES

Sans objet.

9.4 – DELAI DE MANDATEMENT

Le montant des demandes de paiement doit faire l'objet d'un mandatement dans le délai de 30 jours prévu à l'article 71 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

Le délai de mandatement court à compter de la date de la réception, par l'acheteur public, des documents de paiement, dans les conditions précisées aux articles 9.1, 9.2 et 9.3 ci-dessus.

ARTICLE 10 - DELAI DE GARANTIE, GARANTIES FINANCIERES, SURETÉS, ASSURANCES, REPARATION DES DOMMAGES

10.1 – DELAI DE GARANTIE

Sans objet.

10.2 - GARANTIES FINANCIERES (« SÛRETÉS »)

10.2.1 - Garanties financières prévues au titre du marché

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Garantie de conformité des logiciels standards :

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications prévues par le CCTP.

A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à aux spécifications du marché.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'acheteur. La correction est effectuée gratuitement.

Pour l'application du présent article, l'acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur.

Logiciels libres :

Les logiciels libres sont utilisés en l'état.

Le titulaire n'est pas responsable des dommages qui pourraient être causés par l'utilisation, par l'acheteur, de logiciels libres dont il n'est pas l'éditeur.

10.2.2 – Restitution des garanties financières

Les dispositions de l'article 80 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 s'appliquent.

10.3 – ASSURANCES

Le titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des missions qui lui seront confiées.

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la notification du marché, puis en cours d'exécution si le marché dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs éventuels, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité éventuelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du marché et le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants, devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

10.4 – REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur dans la limite des indemnisations d'assurance.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 11 – MESURES COERCITIVES

11.1 – MISE EN REGIE

En cas de mauvaise exécution ou de manquements aux obligations contractuelles et après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé, restée sans effet sous 10 jours, l'acheteur public peut prononcer la mise en régie des prestations par décision de la personne responsable du marché.

La mise en régie est une procédure de substitution temporaire pendant laquelle les relations contractuelles ne sont pas rompues, et qui débouche soit sur le retour à l'exécution normale du marché si le titulaire justifie de l'intention et des moyens nécessaires, soit sur la résiliation du marché à ses torts.

La mise en régie peut consister, au choix de la personne responsable du marché, en l'une ou l'autre des modalités suivantes, ou en une combinaison – éventuellement séquencée - des deux, pour la remédiation complète de la situation de défaut.

11.1.1 – Appropriation des moyens du titulaire

La décision de mise en régie précise la date des constatations contradictoires, au cours desquelles sera fait l'inventaire :

- des prestations réalisées et à terminer ;
- des moyens humains et matériels que le titulaire devra placer sous la direction de la personne responsable du marché ou d'un tiers à sa charge, pour l'exécution des prestations concernées.

Le remboursement des frais engagés par l'acheteur public à cet effet peut être réclamé au titulaire.

S'il existe des garanties financières constituées au titre du marché (cf. article 10.2.1 ci-dessus), ce remboursement s'effectue par prélèvement sur ces garanties financières.

11.1.2 – Intervention d'un prestataire tiers

La décision de mise en régie précise qu'il sera fait appel à un prestataire tiers pour remédier aux défaillances constatées, ainsi que la date à laquelle les prestations réalisées par l'intervenant tiers (échéances, coût, modalités particulières, précisions relatives aux dispositions du CCAG éventuellement applicable, ...) seront présentées au titulaire.

A la fin de l'exécution des prestations, le remboursement des frais engagés par l'acheteur public à cet effet peut être réclamé au titulaire.

S'il existe des garanties financières constituées au titre du marché (cf. article 10.2.1 ci-dessus), ce remboursement s'effectue par prélèvement sur ces garanties financières.

11.2 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 32 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans, délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le CCTP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial

et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11.3 - RESILIATION

Les modalités de résiliation sont celles prévues par le chapitre 5 du CCAG FCS.

En cas de résiliation, toutes les fournitures, prestations ou travaux livrés, exécutés, acceptés et payés (le cas échéant avec réfaction) par l'acheteur public restent sa propriété, et ce dernier peut en disposer, les mettre à disposition d'autres prestataires pour continuer l'objet du marché, au besoin en opérant certaines modifications.

11.4 - Décompte de résiliation

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire

Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

La valeur des prestations fournies à l'acheteur, à savoir :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :

- le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
- le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché ;
- les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;

Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.

Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour événement extérieur au marché ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'acheteur cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'acheteur telles que le stockage des fournitures.

La notification du décompte par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend tel que défini à l'article 17.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 12 – UTILISATION DES RESULTATS

Le Contrat sera régi par les dispositions suivantes quant à l'utilisation des résultats produits par le titulaire dans le cadre du présent contrat.

12.1 Dispositions générales

Il est entendu que les résultats au sens du présent contrat s'entendent des résultats tels que définis ci-après :

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Les résultats sont également des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par l'acheteur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par l'acheteur, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer à l'acheteur tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du contrat.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

12.2 Cession des droits sur les résultats

En contrepartie de la rémunération versée au titulaire, le titulaire cède à titre exclusif l'intégralité des droits de propriété intellectuelle de toute nature afférents aux résultats, au fur et à mesure de leur réalisation, pour leur durée légale de protection et pour le monde entier. La présente cession couvre l'ensemble des droits privatifs, informations et données comprises dans les résultats, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive (i) toute création de toute nature (y compris tout développement logiciel) protégeable par un droit d'auteur, un droit voisin, ou un droit sui-generis de toute nature (y compris toute base de données) (ii) tout brevet, demande de brevet, droit au brevet sur toute invention brevetable, déclaration ou divulgation d'invention (qu'elle soit

intégrée dans les revendications d'une demande de brevet ou susceptible de constituer des revendications), (iii) tous dessins ou modèles, enregistrés ou non, (iv) tous droits privatifs similaires à ceux visés ci-dessus, ainsi que (v) toutes données, dessins, plans, caractéristiques de conception, techniques, méthodes, procédés, secrets de fabriques, informations protégées, savoir-faire technique, informations industrielles et connaissances relatives aux résultats.

La présente cession s'étend à toute exploitation, commerciale, non commerciale ou promotionnelle, des résultats, en tout ou partie, et couvre notamment :

- le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen connu ou inconnu à ce jour, notamment tous supports physiques, optiques, magnétiques, analogiques, numériques, informatiques ou électroniques connus ou inconnus à ce jour;

le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats, en tout ou partie, par tout moyen de communication au public, notamment par voie d'exposition, de diffusion, de télécommunication (y compris par câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes), de communication électronique (notamment par internet et sur tous réseaux), et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, sur tous les supports y compris les plateformes numériques sur dans le monde entier.

- le droit fabriquer, faire fabriquer, de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats et tous produits dans lesquels les résultats ou leurs adaptations pourraient être incorporées, sans limitation de nombre, de supports ou de matériels, notamment par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, en tout ou partie, notamment en les modifiant, par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec tout autre élément ou intégration dans tout autre élément, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit moral des auteurs, et ce, en une ou plusieurs fois.
- le droit de protéger ou faire protéger, déposer ou faire déposer, en son nom, tout ou partie des résultats à titre de droit de propriété industrielle, auprès des autorités compétentes, dans le monde entier.

La présente cession s'étend également à la propriété physique de tous les supports sur lesquels les résultats ont été mis en forme ou matérialisés, sous quelque forme que ce soit.

En conséquence de la présente cession, l'acheteur pourra faire librement usage des droits de propriété intellectuelle sur les résultats, décider ou non de les exploiter, de les maintenir en vigueur, de les renouveler ou de les abandonner. En sa qualité de propriétaire des droits sur les résultats, l'acheteur sera notamment libre de céder ou concéder toute ou partie des droits cédés à tous tiers, et de conclure tout acte susceptible d'en affecter l'usage ou la jouissance.

Du fait de la présente cession, l'acheteur est subrogé, à compter de la cession des résultats, dans les droits et actions du titulaire et aura le droit d'entreprendre, de reprendre ou de poursuivre en son nom et à ses frais, tant en demande qu'en défense, toutes instances, procédures ou actions relatives aux résultats, y compris le droit de poursuivre judiciairement toute usurpation antérieure ou à venir. L'acheteur pourra réclamer et se voir allouer à son profit exclusif tous dommages-intérêts dus par des tiers pour atteinte aux résultats.

De manière générale, le titulaire du contrat ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du contrat pour quelque cause que ce soit, l'acheteur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats, ces derniers ayant fait l'objet d'une cession au fur et à mesure de leur réalisation.

Pendant une période de 1 an renouvelable 3 fois, le titulaire du contrat est tenu de fournir, sur la demande de l'acheteur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du contrat doit notamment :

- a) Remettre dans un délai maximum de 2 mois à partir de la réception de la demande tous dessins, plans, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, ce délai pouvant être prolongé par l'acheteur, à la demande du titulaire du contrat, pour les éléments qui ne sont pas en état d'être mis à la disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- b) Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Le CCTP du contrat précise les modalités techniques et financières d'exercice de cette assistance.

Le titulaire du contrat s'engage par ailleurs :

- à transmettre à l'acheteur, à première demande, l'ensemble des éléments en sa possession relatifs aux droits de propriété intellectuelle sur les résultats ;
- à conclure tout acte réitératif ou confirmatif de la présente cession, et à apporter toute l'assistance nécessaire à l'acheteur aux fins notamment d'assurer l'opposabilité de la présente cession ;
- à collaborer, le cas échéant, aux formalités et procédures requises auprès des différents registres et bureaux d'enregistrement concernés afin de permettre l'effectivité de la présente cession.

Garanties des droits :

Le titulaire du contrat garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du contrat.

Le titulaire garantit notamment :

- qu'il est l'unique titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les résultats ;
- qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemniserà l'acheteur, en l'absence de faute qui serait directement imputable à l'acheteur, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire, il en informe sans délai le titulaire du contrat qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du contrat, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement

mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du contrat prend à sa charge l'intégralité des coûts (notamment des dommages et intérêts, frais de justice, honoraires d'avocats auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné ou exposé à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire.

La responsabilité du titulaire du contrat n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que l'acheteur a fourni au titulaire du contrat pour l'exécution du contrat ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

Au titre du présent CCAP, le titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations de toute nature (notamment d'ordre technique, commercial, financier, comptable, juridique, économique ou administratif), y compris toute méthodologie, documentation ou élément de savoir-faire, dont l'acheteur serait propriétaire, titulaire ou dépositaire ou qui le concerneraient directement (ci-après ensemble dénommés les « **Informations Confidentielles** »).

Le titulaire s'engage, en son nom, ainsi qu'au nom de son personnel, de ses sous-traitants, fournisseurs et co-contractants :

- à ne pas divulguer, en tout ou partie, de quelque manière que ce soit, à tous tiers, les Informations Confidentielles en sa possession, sans autorisation préalable et écrite de l'acheteur,
- à protéger les Informations Confidentielles de manière diligente, avec un degré de soin équivalent à celui apporté à la préservation de la confidentialité de ses propres informations confidentielles,
- à informer le titulaire de toute violation ou non respect des obligations visées au présent article, dont il aurait connaissance et fournir toute l'assistance raisonnable pour minimiser les effets d'une telle violation ou d'un tel non respect.

Le titulaire se porte fort du respect du présent article par l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants, fournisseurs et co-contractants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation de le contrat et du/des bon(s) de commande aux torts du titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'acheteur au titulaire.

Ne sont cependant pas couverts par la présente obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- qui ont été signalés comme présentant un caractère non confidentiel par l'acheteur;

- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le présent engagement de confidentialité prendra effet à compter de la date de signature des présentes et demeurera en vigueur, même après le terme de le contrat, tant que les Informations Confidentielles ne seront pas tombées dans le domaine public.

ARTICLE 14–PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

14.1 TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR LE TITULAIRE

Dans le cadre des prestations définies dans le présent contrat et dans le CCTP, l'Acheteur a la qualité de responsable de traitement et le titulaire celle de sous-traitant intervenant pour le compte de l'acheteur au sens de la législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'aucune opération de traitement, autres que celles prévues au présent contrat, de la part du titulaire, d'un sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire.

Le titulaire s'engage en conséquence à :

- Ne procéder au Traitement des Données à caractère personnel que sur instructions écrites de l'Acheteur ; excepté si le titulaire est tenu d'y procéder en vertu de la législation applicable. Dans ce cas, le titulaire s'engage à informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le Traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- S'abstenir de toute utilisation ou Traitement des Données à caractère personnel non conformes aux instructions écrites de l'Acheteur ou étrangers à l'exécution du présent contrat, et en particulier à ne faire aucun usage personnel des Données à caractère personnel ;
- Obtenir l'autorisation préalable de l'Acheteur pour toute utilisation des Données à caractère personnel à des fins statistiques ou d'études, y compris lorsque celles-ci sont réalisées de manière pseudonyme ou anonyme ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations comportant des Données à caractère personnel qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du Contrat, et seulement après avoir recueilli l'accord préalable de l'Acheteur ;
- Informer l'Acheteur de toute demande d'accès ou de communication émanant d'un tiers se prévalant d'une autorisation découlant de l'application de dispositions légales ou réglementaires ; avant tout accès ou communication, le titulaire devra avoir procédé aux vérifications nécessaires quant au bien-fondé de la demande de communication, notamment auprès de l'Acheteur ;

Les Données à caractère personnel ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation ou communication à des tiers en dehors des cas expressément prévus dans le contrat ou résultant des instructions écrites de l'Acheteur ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements qui lui sont confiés en exécution du présent contrat respectent la législation relative à la protection des Données à caractère personnel et en particulier toutes les mesures qui sont de nature à assurer la sécurité et la confidentialité des Données à caractère personnel traitées et celles visant à faciliter l'exercice des droits d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des personnes concernées, ainsi que le retrait de leur consentement le cas échéant ; il s'engage à satisfaire avec diligence par écrit aux demandes d'information de l'acheteur, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande, afin de lui

permettre de répondre aux demandes d'exercice des droits présentés par les Personnes concernées par les Traitements ou aux demandes présentées par les Autorités de protection des Données ou le délégué à la protection des Données de l'Acheteur.

Le titulaire alerte immédiatement l'Acheteur s'il considère qu'une instruction de l'acheteur constitue une violation de la législation en matière de protection des Données à caractère personnel.

Le titulaire conseille et assiste l'Acheteur dans la tenue du Registre des opérations de Traitement, dans la conduite des Études d'impacts sur la vie privée, la mise en œuvre de mesures de Protection des Données à caractère personnel dès la conception et de Protection des Données à caractère personnel par défaut, ainsi que le cas échéant en vue de l'accomplissement des formalités préalables obligatoires auprès de l'Autorité de contrôle ou de toute autre autorité.

Il communique à l'Acheteur toute information requise ou utile à la mise en œuvre de ces mesures ou l'accomplissement des formalités et pour permettre à l'acheteur de tenir la Documentation relative aux Traitements et démontrer la conformité du Traitement de Données à caractère personnel confié au prestataire avec la législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

14.2 SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES TRAITEMENTS

Le titulaire s'engage, à garder le secret et la confidentialité des Données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du contrat. Il met en œuvre des procédures assurant que les tiers qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel, y compris ses propres sous-traitants, respectent et préservent la confidentialité et la sécurité des Données à caractère personnel ; il veille à ce que toute personne qu'il autorise à accéder aux Données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution de le contrat soient tenus par une obligation de confidentialité résultant d'un engagement écrit ou d'une obligation légale.

Le titulaire conserve et traite les Données à caractère personnel de manière séparée de ses propres Données ou de Données d'autres clients ou fournisseurs.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures appropriées au regard de la finalité, du contexte, de la portée ainsi que des risques, notamment pour les personnes concernées, générés par le Traitement permettant d'assurer, compte tenu de l'état des Règles de l'art et des standards de sécurité applicables, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le Traitement et la nature des Données à caractère personnel traitées. Ces mesures visent notamment à :

- Empêcher tout accès non autorisé ou utilisation non conforme aux finalités du Traitement, de manière accidentelle ou illicite, ainsi que la destruction, perte, altération, divulgation non autorisée de Données à caractère personnel que ce soit ; lors de la conservation, la transmission ou toute autre forme de Traitement ;
- Garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services et tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles ainsi mises en œuvre ;
- Rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident technique ou physique ;
- Tester, analyser et évaluer régulièrement, et au moins une fois par an, l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement, et en justifier auprès de l'acheteur ;
- Garantir que l'accès et la consultation des Données à caractère personnel traitées sont limités aux seuls personnels dûment habilités et autorisés, dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions ; le titulaire s'engage à tenir à jour la liste des personnes ainsi

- autorisées et à communiquer à l'Acheteur première demande ;
- Permettre la détection, la résolution et la notification dans les délais requis par la législation en matière de protection des Données personnelles des violations de Données à caractère personnel et documenter une procédure à cet effet.

Le titulaire met en œuvre, en concertation avec l'acheteur des procédés, y compris des mesures de pseudonymisation et de chiffrement des Données à caractère personnel, destinés à assurer que seules les Données strictement nécessaires aux finalités du Traitement sont traitées dans le cadre de l'exécution du contrat.

14.3 SOUS-TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Toute opération de sous-traitance impliquant un Traitement de Données à caractère personnel devra avoir été préalablement et spécifiquement autorisée par écrit par l'Acheteur.

Afin de faciliter la prise de décision par l'Acheteur, le titulaire s'engage à communiquer l'ensemble des informations pertinentes sur le sous-traitant ultérieur, y compris sa localisation, les activités de traitements qui lui seront sous-traitées et les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre.

Le titulaire s'engage à demander l'autorisation préalable de l'Acheteur au moins quinze (15) jours ouvrés avant le recrutement du Sous-traitant Ulérieur.

Une liste des sous-traitants ultérieurs autorisés à traiter les de Données à caractère personnel de l'Acheteur sous l'autorité du sous-traitant au jour de la conclusion du contrat est en Annexe II.

Le titulaire s'engage à reporter sur ses sous-traitants l'ensemble des obligations figurant au présent contrat, et en particulier à mettre à la charge de ses sous-traitants toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité, la disponibilité et l'intégrité des Données à caractère personnel, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au présent contrat.

Sur demande de l'Acheteur, le titulaire s'engage à communiquer une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du contrat par ses propres sous-traitants et vérifie régulièrement, notamment par des contrôles et audits le respect de leurs obligations par ses propres sous-traitants.

Le titulaire s'engage à prévoir une clause de tiers bénéficiaire dans le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur selon laquelle – dans le cas où le titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable – l'Acheteur a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les Données à caractère personnel.

Le titulaire tient à jour la liste comportant :

- Le nom et coordonnées des éventuels sous-traitants des prestataires ainsi que la nature des opérations confiées ;
- L'identification des lieux de Traitements, la nature des opérations confiées et la date des derniers audits réalisés.

14.4 TRANSFERTS DE DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE

Le titulaire s'engage à héberger et traiter les Données à caractère personnel exclusivement sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.

Le titulaire s'assure qu'aucune donnée personnelle n'est transférée en dehors de l'Union européenne par ses propres sous-traitants.

Par dérogation à ce qui précède, le titulaire est autorisé, dans la stricte limite nécessaire à l'exécution de la prestation, à recourir à des prestataires ou des moyens de Traitement situés dans un État ne présentant pas un niveau adéquat de protection au sens de la législation sur la protection des Données à caractère personnel ou ceux pour lesquels le prestataire aura reçu l'autorisation écrite, expresse et spécifique de l'Acheteur, sous réserve que :

- Les transferts soient encadrés par la conclusion avec l'Acheteur des clauses contractuelles types selon les modalités prévues par décision de la Commission Européenne, pour le transfert de Données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers, le titulaire se portant fort de la signature et du respect des Clauses Types par ses propres sous-traitants et s'engageant à notifier sans délai à l'acheteur copie des clauses contractuelles types en application du présent paragraphe, ou que les transferts soient fondés sur l'adoption par le prestataire de Règles internes d'entreprise annexées au présent contrat reconnues conformes par l'Autorité de contrôle ;
- Et que le niveau de protection des Données à caractère personnel offert par le pays où les Données à caractère personnel sont exportées est équivalent à celui offert au sein de l'Union Européenne (ci-après « UE ») et, si ce n'est pas le cas, mettre en place des mesures organisationnelles, contractuelles et techniques supplémentaires afin d'assurer un niveau de protection des Données adéquat conformément à la réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles au sein de l'UE ;
- Et que les transferts soient effectués conformément aux instructions de l'Acheteur, excepté si titulaire est tenu de procéder à ces Transferts en vertu de la législation applicable. Dans ce cas, le titulaire s'engage à informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le Transfert, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

Le titulaire déclare qu'à la date de conclusion du présent contrat, il n'est soumis à aucune obligation de transfert de Données à caractère personnel en dehors de l'Union européenne en vertu de la loi française, du droit de l'Union européenne ou d'un droit étranger.

14.5 NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à notifier l'Acheteur, dans les meilleurs délais et par écrit, tout cas de Violation de Données Personnelles en rapport avec les Données à caractère personnel traitées par le titulaire. En tout état de cause, cette notification devra être adressée dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures à compter de la découverte de la Violation par le titulaire. Cette notification devra a minima contenir les informations suivantes :

- Une description de la nature de la Violation y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de Personnes Concernées par la Violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la Violation de Données Personnelles ;
- Une description des conséquences probables de la Violation de Données Personnelles ;
- Une description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la Violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences

négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite à l'Acheteur dans les meilleurs délais.

De manière générale, le titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour gérer et notifier toute Violation de Données Personnelles à l'Autorité de Contrôle compétente et informer les Personnes Concernées de la survenance de cette Violation, lorsque nécessaire, y compris, si nécessaire, lorsque la Violation de Données Personnelles est en rapport avec des Données à caractère personnel traitées par l'Acheteur.

14.6 DROITS DES PERSONNES CONCERNEES

Le titulaire s'engage à :

- Transmettre sans délai à l'Acheteur toute demande ou réclamation qu'il reçoit concernant la protection des Données Personnelles de ces derniers à l'adresse suivante : BP 09155 98807 NOUMEA CEDEX
- Ne pas répondre directement aux demandes ou réclamations des Personnes Concernées excepté si cela lui est demandé par l'Acheteur et en suivant ses instructions ;
- Fournir à l'Acheteur toute l'assistance et la coopération raisonnablement attendue pour répondre aux demandes d'exercice de leurs droits par les Personnes Concernées. Cette assistance passe, en particulier, par la mise en œuvre, par le titulaire, de mesures techniques et organisationnelles appropriées permettant à l'Acheteur de donner suite aux demandes des Personnes Concernées.

14.7 ANALYSES D'IMPACT SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à coopérer et assister l'Acheteur et à lui fournir toutes les informations nécessaires (i) à la réalisation d'éventuelles analyses d'impact relatives à la protection des Données, sur les opérations de Traitement mises en œuvre dans le cadre du Contrat, et conformément à l'article 35 du RGPD et (ii) à consulter les Autorités de Contrôle compétentes, quand cela est nécessaire.

14.8 CONSERVATION ET SUPPRESSION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à ne pas conserver les Données à caractère personnel de l'Acheteur pour une durée supérieure à la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations objet du présent contrat et entraînant le Traitement des Données Personnelles de l'Acheteur.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- Durant la vie du présent contrat, à se conformer aux instructions de l'Acheteur en ce qui concerne les durées de conservation à mettre en place en ce qui concerne les Données à caractère personnel de l'Acheteur et, à tout le moins, à mettre en place les durées de conservation nécessaires à l'accomplissement des prestations objet du présent contrat ;
- Au terme de la prestation objet du présent contrat, en cas de cessation des relations entre le

l'Acheteur et le titulaire qui surviendrait pour quelque cause que ce soit ou sur simple demande écrite de l'Acheteur, le titulaire s'engage à :

- Restituer ou détruire les Données à caractère personnel de l'Acheteur et toute copie existante, au choix de l'Acheteur, dans un délai raisonnable et conformément aux conditions sur lesquelles les parties se seront préalablement mises d'accord, notamment en ce qui concerne le format et le support de restitution des Données, sous réserve du respect de la législation contraire applicable ;
- Dans le cas où le titulaire serait tenu de conserver les Données à caractère personnel de l'Acheteur conformément à la législation applicable, informer l'Acheteur par écrit de l'existence d'une telle obligation ;
- En cas de destruction des Données à caractère personnel de l'Acheteur, remettre à l'Acheteur un certificat écrit par lequel il déclare avoir détruit l'ensemble des Données à caractère personnel de l'Acheteur ainsi que toute copie.

14.9 REGISTRE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT.

Le titulaire s'engage à maintenir un registre des activités de Traitement de Données Personnelles qu'il met en œuvre pour le compte de l'Acheteur, contenant notamment les informations prévues par la législation relative à la protection des Données à caractère personnel.

14.10 CONTROLE ET AUDIT

Le titulaire s'engage à permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Acheteur ou un auditeur indépendant qu'il a mandaté et à contribuer à ces audits, à tout moment pendant l'exécution du contrat sans qu'il soit nécessaire d'en justifier les raisons, sous réserve que les missions d'audit n'aient pas d'autre objet que de s'assurer du respect par le titulaire des obligations qui lui incombent au titre du contrat.

A l'issue de l'audit, le titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses propres frais et dans un délai raisonnable, toute mesure nécessaire à la remédiation des écarts constatés à l'issue de l'audit entre les exigences à respecter au titre du présent contrat et de la législation relative à la protection des données à caractère personnel et les moyens effectivement mis en œuvre par le titulaire pour le Traitement des Données Personnelles de l'Acheteur.

De manière générale, le titulaire s'engage à coopérer et à assister l'Acheteur afin de démontrer et/ou documenter le fait qu'il respecte la législation relative à la protection des données à caractère personnel. A ce titre, le Titulaire s'engage notamment, à première demande de l'Acheteur et dans un délai raisonnable :

- à permettre à l'Acheteur d'accéder librement à ses locaux, installations physiques, documents et membres du personnel, dans la mesure nécessaire ;
- à mettre à disposition de l'Acheteur toutes les informations nécessaires.

L'Acheteur s'engage à respecter toute règle de confidentialité qui lui sera notifiée en relation avec l'audit.

Les Parties s'engagent à mettre à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, dès que celles-ci en font la demande, les informations énoncées dans la présente clause, y compris les résultats de tout audit.

14.11 RELATIONS AVEC LES AUTORITES DE CONTROLE.

Le titulaire s'engage à :

- Informer immédiatement l'Acheteur de toute demande émanant d'une Autorité de Contrôle afin de permettre à l'Acheteur de répondre par écrit à cette demande dans un délai raisonnable ;
- Informer immédiatement l'Acheteur de tout contrôle sur place ou sur pièces qui serait réalisé par une Autorité de Contrôle et portant sur les opérations de Traitement de Données à caractère personnel de l'Acheteur. Dans l'hypothèse d'un contrôle dans les locaux du titulaire et/ou de ses sous-traitants éventuels, le titulaire accepte la présence d'une personne spécialement désignée à cet effet par l'Acheteur lors de la tenue du contrôle ou s'assure de l'accord du titulaire ;
- Assister l'Acheteur dans ses relations avec les Autorités de Contrôle.

ARTICLE 15 – MAINTENANCE, TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE ET INFOGÉRANCE

Les opérations de maintenance, tierce maintenance applicative et infogérance sont définies au 2.6 dans le cahier des charges fonctionnels (CCTP) applicable au présent marché.

Les pénalités applicables sont quant à elles indiquées au point 5.3.2 du présent document.

ARTICLE 16 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable de 15 jours, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 17.

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- - soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- - soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours ;
- - soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 11.4.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de **deux mois**, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision. Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ANNEXE 1 AU CCAP : MODELE D'ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE

ACTE SPECIAL N ° PORTANT ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT

Après signature de l'acheteur public ou silence de l'administration gardé pendant 21 jours à compter de la fourniture de toutes les pièces nécessaires, **la présente déclaration de sous-traitance** :

☐ constitue un **acte spécial** portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

☐ constitue un **acte spécial modificatif**, annulant et remplaçant :

l'annexe n° de l'acte d'engagement portant sur le même sous-traitant ;

l'acte spécial précédent n° notifié à la date du

MARCHÉ :

Acheteur public :

Personne chargée de fournir les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération 424 du 20/03/2019 modifiée :

Comptable assignataire des paiements :

N° du marché : notifié le : - Avenant n° notifié le :

Objet du marché :

Lot : Titulaire :

Mandataire du groupement :

SOUS-TRAITANT :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Forme juridique (entreprise individuelle, société, etc...) :

Numéro d'identité d'établissement (RIDET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

Nom et prénom du représentant habilité :

Adresse :

Contacts (email, GSM) :

Le sous-traitant est-il en état de : (entourer toutes les mentions adéquates, rayer toutes les mentions inutiles)

▪ Liquidation : OUI – NON

▪ Redressement judiciaire : OUI – NON

▪ Faillite personnelle : OUI – NON ▪ Procédures équivalentes s'il est établi à l'étranger : OUI - NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre copie du ou des jugements (ou autres justificatifs) montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

Nature précise :

Références : articles 3, 13-7, 13-8, 13-9, 53, 76-1, 97-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 modifiée

Montant sous-traité HT :

Taux des taxes (cf. contrat de sous-traitance) :

Montant sous-traité TTC :

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :

Paieement direct du sous-traitant par l'acheteur public (choisir l'option 1 ou 2 – à défaut c'est l'option 1 qui s'applique) :

- ☐ 1 - Quel que soit le montant sous-traité.
- ☐ 2 - Uniquement lorsque le montant sous-traité est supérieur à 500.000 F HT.

COMPTE A CREDITER :

NOM :

BANQUE :

N° DE COMPTE (23 chiffres) :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

VARIATION DES PRIX :

Modalités de variation des prix :

Mois d'établissement des prix :

AVANCE, SI ELLE EST PREVUE AU MARCHE :

☐ Demandée à hauteur de : % ☐ Refusée

Une seule des deux cases doit être cochée.

L'avance est réputée être demandée au % maxi si aucune case n'est cochée.

DECLARATION

Sous peine de retrait de plein droit de la présente acceptation de sous-traitance, l'entreprise sous-traitante atteste ne pas tomber sous le coup des exclusions et interdictions découlant de l'article 14-3 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 modifiée.

Fait en un seul original, à , le

LE TITULAIRE (1)

LE MANDATAIRE (**) (1)

LE SOUS-TRAITANT (1)

(**) En cas de marché passé avec un groupement d'entreprises avec mandataire solidaire.

(1) Mention manuscrite "LU ET ACCEPTÉ", puis signature, suivie du nom en lettres capitales du signataire habilité à représenter l'entreprise.

LISTE DES JUSTIFICATIFS FOURNIS :

- ☐ 1 – Extrait K-bis datant de moins de 3 mois – pour le sous-traitant
- ☐ 2 – Références concernant les prestations sous-traitées – pour le sous-traitant
- ☐ 3 – Trois certificats de situation fiscale (payeur, impôts, douanes) – pour le sous-traitant
- ☐ 4 – Attestation CAFAT / RUAMM (la dernière exigible) – pour le sous-traitant
- ☐ 5 – Attestation d'assurance en cours de validité – pour le sous-traitant
- ☐ 6 – Relevé d'identité bancaire – pour le sous-traitant

☐ 7 – Exemplaire unique du marché ou du dernier avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au titulaire**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée. Ou attestation signée du titulaire, de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemplaire unique.

☐ 8 – (En cas d'acte spécial modificatif) Exemplaire unique du marché, de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle à la modification du montant sous-traité. Ou attestation signée du sous-traitant, de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemplaire unique. En cas de **sous-traitance de rang 2**, mêmes documents à produire avec un acte spécial modificatif rang 2.

DECISION DE L'ACHETEUR PUBLIC

L'ACHETEUR PUBLIC ACCEPTE LE SOUS-TRAITANT ET LES CONDITIONS DE PAIEMENT

Le représentant de l'acheteur public, compétent pour signer le marché public

NOTIFICATION AU TITULAIRE

Reçu :

- un exemplaire du présent acte spécial,
- le nouvel exemplaire unique du marché ou du dernier avenant revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 ;
- Une copie de l'acte d'engagement ;
- Toute pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Date :

- Signature suivie du nom du signataire habilité à représenter l'entreprise titulaire

Nota : copie de cet acte spécial en exemplaire unique destiné à la cession ou au nantissement, revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20/03/19 sera délivrée par le maître d'ouvrage au sous-traitant à sa demande.

ANNEXE 2 AU CCAP : MODELE D'ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE SECOND RANG

ACTE SPECIAL N ° PORTANT ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT

Après signature de l'acheteur public ou silence de l'administration gardé pendant 21 jours à compter de la fourniture de toutes les pièces nécessaires, **la présente déclaration de sous-traitance** :

☐ constitue un **acte spécial** portant acceptation du sous-traitant de second rang et agrément de ses conditions de paiement.

☐ constitue un **acte spécial modificatif**, annulant et remplaçant :

l'annexe n° de l'acte d'engagement portant sur le même sous-traitant ;

l'acte spécial précédent n° notifié le

MARCHÉ :

Acheteur public :

Personne chargée de fournir les renseignements prévus à l'article 101 de la délibération 424 du 20/03/2019 modifiée :

Comptable assignataire des paiements :

N° du marché : notifié le : - Avenant n° notifié le :

Objet du marché

Lot Titulaire/Mandataire

Sous-traitant direct (rang 1) :

SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG (rang 2) :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Forme juridique (entreprise individuelle ou société, etc...):

Numéro d'identité d'établissement (RIDET) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

Nom et prénom du représentant habilité :

Adresse :

Contacts (email, GSM) :

Le sous-traitant de second rang est-il en état de : (entourer toutes les mentions adéquates, rayer toutes les mentions inutiles)

▪ Liquidation : OUI – NON

▪ Redressement judiciaire : OUI – NON

▪ Faillite personnelle : OUI – NON

▪ Procédures équivalentes s'il est établi à l'étranger :

OUI - NON

Dans le cas d'un redressement judiciaire, joindre copie du ou des jugements (ou autres justificatifs) montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

Références : articles 3, 13-7, 13-8, 13-9, 53, 76-1, 97-1 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019 modifiée

Montant sous-traité TTC :

- ☐ 1 - Quel que soit le montant sous-traité.
- ☐ 2 - Uniquement lorsque le montant sous-traité est supérieur à 500.000 F HT.

[illegible]

Mois d'établissement des prix :

LE SOUS-TRAITANT DE RANG 2 (1)

(**) En cas de marché passé avec un groupement d'entreprises avec mandataire solidaire.

(1) Mention manuscrite "LU ET ACCEPTÉ", puis signature, suivie du nom en lettres capitales du signataire habilité à représenter l'entreprise.

LISTE DES JUSTIFICATIFS FOURNIS :

- ☐ **1** – Extrait K-bis datant de moins de 3 mois – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **2** – Références concernant les prestations sous-traitées – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **3** – Trois certificats de situation fiscale (payeur, impôts, douanes) – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **4** – Attestation CAFAT / RUAMM (la dernière exigible) – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **5** – Attestation d'assurance en cours de validité – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **6** – Relevé d'identité bancaire – pour le sous-traitant de rang 2
- ☐ **7** – Exemple unique du marché, de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant de rang 1**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée. Ou attestation signée de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemple unique.
- ☐ **8** – (En cas d'acte spécial modificatif) Exemple unique de l'acte spécial ou de l'avenant, destiné à la cession ou au nantissement, délivré antérieurement **au sous-traitant de rang 2**, ou en cas d'impossibilité de le restituer, attestation du bénéficiaire démontrant qu'il n'y a pas d'obstacle à la modification du montant sous-traité. Ou attestation signée de perte, ou encore de non demande et de non réception de l'exemple unique.

DECISION DE L'ACHETEUR PUBLIC

L'ACHETEUR PUBLIC ACCEPTE LE SOUS-TRAITANT DE RANG 2 ET LES CONDITIONS DE PAIEMENT

Le représentant de l'acheteur public, compétent pour signer le marché public

NOTIFICATION AU SOUS-TRAITANT DE RANG 1

Reçu :

- un exemple du présent acte spécial,
- le nouvel exemple unique du marché, de l'acte spécial ou du dernier avenant revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

Date :

- Signature suivie du nom du signataire habilité à représenter l'entreprise sous-traitante de rang

Nota : copie de cet acte spécial en exemple unique destiné à la cession ou au nantissement, revêtu de la mention prévue à l'article 97 de la délib. 424 du 20/03/19 sera délivrée au sous-traitant de rang 2 à sa demande.

ANNEXE 3 AU CCAP : MODELE DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE A PRESENTER EN CONTREPARTIE D'UNE AVANCE

CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Destinée à garantir le remboursement d'une avance conformément à l'article 81 de la délibération modifiée n° 424 du 20 mars 2019 réglementant les marchés publics.

A-Identification

Personne publique qui passe le marché :

- Nom :
- Adresse :

Titulaire du marché :

- Nom, raison ou dénomination sociale :
- Adresse :

Organisme apportant la caution :

- Nom, raison ou dénomination sociale :
- Adresse :

Marché :

- Objet :
- Numéro :
- Montant :
- Date de notification :

Montant de l'avance HT :

Montant de l'avance TTC :

Montant garanti :

B-Engagement

Nous nous portons caution personnelle et solidaire du titulaire du marché, dans la limite du montant garanti défini ci-dessus, pour le remboursement, s'il y a lieu, de l'intégralité de l'avance consentie au titre du marché.

Nous nous engageons à effectuer, sur ordre de la personne publique, jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement des sommes dont le titulaire serait débiteur sans que nous puissions différer le paiement ou soulever de contestation pour quelques motifs que ce soit, conformément à l'article 79 de la délibération susmentionnée.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande par nos services.

Conformément à l'article 82 de la délibération susvisée, l'administration libèrera cette caution à mesure que l'avance sera effectivement remboursée.

Le présent engagement de caution prend fin lorsque le titulaire a remboursé l'intégralité de l'avance perçue au titre du marché.